

Égypte

Performances macroéconomiques

Le taux de croissance du PIB réel, estimé à 5,3 % en 2018, est le plus élevé de la dernière décennie. Parallèlement, le chômage a baissé de 12 % en 2017 à 10 %. La croissance a été maintenue sur le plan de l'offre grâce à la reprise du tourisme et de la production de gaz naturel et, sur le plan de la demande, grâce au rebondissement des exportations et des investissements et à l'affaiblissement de la consommation des ménages du fait de l'inflation. Grâce aux efforts d'assainissement budgétaire continus, le déficit s'élève à 9,0 % en 2018 et le solde budgétaire primaire est légèrement excédent. Le ratio de la dette publique/PIB de 103 % en 2017 passe à 92,5 % en 2018. Grâce à la dévaluation de 2016, les taux de change effectifs nominaux et réels ont considérablement diminué bénéficiant aux exportations par la compétitivité accrue des prix et l'amélioration des termes d'échange.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

Le PIB réel devrait atteindre 5,8 % en 2020. L'amélioration du climat des affaires entraînant une reprise importante de l'investissement direct étranger, et de meilleures conditions de sécurité profitant au tourisme. En outre, la production de gaz naturel du gisement de Zohr devrait continuer à augmenter, permettant au pays d'atteindre l'autosuffisance et de devenir un exportateur net de gaz.

L'Égypte a entrepris des réformes structurelles impressionnantes entre 2017 et 2018. Les politiques facilitent la création d'entreprises, renforcent les droits légaux, améliorent la législation sur les faillites et l'accès au crédit. Le secteur de l'énergie est désormais plus durable et compétitif grâce à l'amélioration de la gouvernance. La production d'électricité du pays est passée du déficit à l'excédent grâce à un important investissement public qui vise à faire de l'Égypte un centre régional de l'énergie. Le réseau, en cours d'extension, devrait absorber la nouvelle capacité de production et servir le nombre croissant de consommateurs. Les réformes audacieuses du tarif de l'énergie visent

la suppression des subventions sur 3 à 4 ans. En outre, la nouvelle loi sur le secteur de l'énergie permettra l'accroissement des investissements privés et le renforcement de la compétitivité.

Cependant, l'Égypte est menacée avec une dette élevée mais soutenable, à 90 % du PIB dont le remboursement représente environ 30 % des dépenses budgétaires, près de 10 % du PIB. L'augmentation de la part de la dette libellée en devises, l'ouverture du compte de capital et la hausse des investissements étrangers sur le marché de la dette souveraine accroissent la vulnérabilité de l'Égypte face à la volatilité des marchés internationaux de capitaux, néanmoins compensée par le taux de change flexible et l'augmentation des réserves internationales nettes (8,5 mois d'importations). En outre, l'Égypte pourrait être négativement affectée par une forte hausse des prix du pétrole ou une détérioration de la sécurité.

Les secteurs de l'eau et de l'assainissement demeurent des défis majeurs, particulièrement du fait de l'augmentation rapide de la population, estimée à 96,7 millions d'habitants. Les ressources en eau renouvelables représentent en moyenne 59,3 milliards de m³/an, tandis que les besoins s'élèvent à 100 milliards de m³/an. L'Égypte recourt à la désalinisation de l'eau de mer, à l'utilisation des nappes phréatiques superficielles, et au drainage des eaux usées. Des progrès considérables ont été effectués dans la surveillance, le contrôle et la réduction de la pollution du Nil. En outre, 80 projets d'assainissement ont été achevés en 4 ans couvrant 414 villages, au coût de 9 milliards LE. L'expansion et la modernisation du traitement des eaux usées dans les grandes zones urbaines restent une priorité majeure du gouvernement.

La pauvreté reste un défi de taille, exacerbé par une inflation élevée. Malgré l'intensification des efforts, notamment par un meilleur ciblage et des transferts monétaires, la croissance démographique empêche un dividende démographique à moyen terme. La croissance économique inclusive tirée par le secteur privé reste donc primordiale.



Note: Data are in fiscal years, so 2016 data refer to the 2015/16 fiscal year.

Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.